Notes sur la dimension immunitaire des enclaves pétrolières

Nicolas Donner

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/echogeo/12555>

DOI : [10.4000/echogeo.12555](https://doi.org/10.4000/echogeo.12555)

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Nicolas Donner, « Notes sur la dimension immunitaire des enclaves pétrolières », *EchoGéo* [En ligne], 17 | 2011, mis en ligne le 27 septembre 2011, consulté le 11 août 2021. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/12555> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/echogeo.12555>

Ce document a été généré automatiquement le 11 août 2021.

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (CC BY-NC-ND)

Notes sur la dimension immunitaire des enclaves pétrolières

Nicolas Donner

- 1 « *You've got to go where the oil is* » : la fameuse sentence de Dick Cheney¹ concentrait le propos de Jacques Derrida, faisant remarquer que la ressource pétrolière est de ces « derniers lieux terrestres », de ces « rares territoires » qui ne soient ni virtualisables ni déterritorialisables (Derrida, 2004 : 160). Un gisement se distingue en effet par le caractère non négociable de sa position : il faut aller « où il est » (où il *gît*). Ce n'est pas le moindre des paradoxes du pétrole : la principale source d'énergie sur laquelle repose la mobilité motorisée (qu'elle soit maritime, terrestre, aérienne ou aérospatiale) provient d'une matière morte et enterrée – donc obstinément sédentaire – dont il faut repérer et excaver les lieux de sépultures, dispersés dans les sous-sols de la planète, afin de la mobiliser dans les processus de circulation².
- 2 Aussi les opérateurs de l'amont pétrolier – ces obligés de l'impérieux *locus* des gisements – sont-ils depuis longtemps rompus aux pratiques de « délocalisation » de la production : le 20^e siècle a vu les processus d'extraction se disséminer un peu partout sur la planète, et le progrès technique continue d'ouvrir de nouveaux espaces – de nouveaux *fronts*³ – à ces explorateurs des bas-fonds planétaires, dignes avatars des « découvreurs » des Temps Modernes. Les portefeuilles des *super-majors*⁴ témoignent ainsi de l'étonnante capacité des industriels à projeter leurs appareils de production dans les milieux les plus diversifiés : du Timor à l'Angola, du Sahara à la Patagonie, de la mer de Chine à l'océan Arctique. « *We are always proud saying that we can execute projects anywhere, anyplace* » s'enthousiasmait un manager de Bechtel sur le projet EG-LNG⁵, en Guinée Équatoriale (Bechtel, 2007).
- 3 Cette qualité *ubiquitaire* de l'industrie pétrolière (au sens pathologique du terme, désignant un germe « qui peut se développer n'importe où ») s'autorise de divers fondements, au premier rang desquels figurent les agencements juridico-institutionnels qui autorisent et confortent les investissements internationaux (Noël, 2000 ; Maniruzzaman, 2009). Une fonction importante de ces agencements étant de garantir un certain « confort » (un niveau satisfaisant de confiance, de sécurité,

d'assurance) aux investissements qui se risquent de par le monde, et d'ainsi favoriser l'accomplissement de leur « vérité », laquelle réside dans leur mouvement de *retour*. Pour ce qui nous intéresse ici, ce retour (sur investissement) est suspendu à une activité qui relève du même type d'impératif : on attend en effet de la projection d'une enclave extractive qu'elle enclenche un mouvement inverse, lequel se réalise sous forme de cargaisons de pétrole.

- 4 On discutera ici de quelques procédures visant à garantir le « confort », moins des investissements (on y reviendra peu) que de l'action qu'ils sous-tendent et des infrastructures physiques déployées en vue de la mener à bien. On propose dans un premier temps de réfléchir au mode de production des espaces extractifs, avançant qu'il relève d'une « architecture du vide » (Sloterdijk, 2005) qui autorise les enclaves à s'affranchir des conditions particulières des milieux naturels dans lesquels elles sont installées. On tâchera par là de caractériser le cœur des enclaves, que l'on dira *encapsulé*, et qui se révèle le plus clairement dans le cas de chantiers déployés dans les milieux les plus hostiles à la vie (tels les océans, les déserts ou les franges des zones polaires). L'architecture même des enclaves pourra ainsi apparaître comme un premier outil important permettant d'immuniser l'action (de garantir les conditions de son efficacité en la prémunissant d'éventuelles perturbations extérieures, et ce quel que soit son milieu d'accueil). Dans un second temps, on se penchera sur le cas d'enclaves installées en milieux « pleins » (peuplés et territorialisés), et plus spécialement dans des milieux réputés « à risques » et situés dans des pays dits « en développement » – cette double qualité permettant d'illustrer les aspects à la fois défensifs (mesures sécuritaires) et interventionnistes (déploiement de pratiques de « développement durable ») qui viennent alors compléter les procédures d'immunisation des enclaves (leur cœur encapsulé s'enflant d'autres formes et fonctions). On discutera enfin à cette occasion de l'émergence d'un paradigme éthique dans le secteur extractif, lequel s'enchevêtre dans les stratégies visant à garantir la permanence et l'acceptabilité des activités extractives.

S'extraire du milieu, produire des îles

Architectures du vide

- 5 Les enclaves peuvent être d'abord regardées comme des formes témoins, attestant de cette « réalité de l'utopie moderniste » que signe l'avènement d'un « espace ubiquitaire » – un espace où projets et processus peuvent « se projeter quel que soit le lieu », et qui repose en partie sur la capacité à s'émanciper de la « tyrannie des milieux », à « s'arracher du joug des conditions locales » : *id est*, à s'affranchir des objections que la diversité et la complexité des milieux naturels formulent à l'égard des conditions de possibilité d'une action efficace et à prétention universelle (Soubeyran, 2000 : 112-113). Les enclaves pétrolières figurent en effet parmi les espaces les mieux affranchis des conditions particulières des milieux. Des espaces que l'on peut situer à mi-chemin entre les formes urbaines les plus modernes – ces « écosystèmes entièrement produits », dont le fonctionnement ne repose plus sur aucune relation non médiatisée à la nature organique, exception faite des corps humains (Raffestin, 2001), mais qui relèvent encore tout de même d'un « remodelage du milieu », d'une substitution, quoique déjà radicale, du milieu par un territoire –, et les stations spatiales ou les « écosystèmes clos artificiels » que l'on prévoit d'installer sur l'astre

lunaire ou la planète rouge⁶ – et qui formulent quant à eux le *comble* de l'émancipation : l'affranchissement des conditions terrestres et l'aptitude à maintenir la vie de manière totalement artificielle dans le néant cosmique ; des espaces qui ne relèvent plus alors d'un « remodelage du milieu », mais d'une installation intégrale, en son sein, d'une forme préaménagée, autonome, et parfaitement immunisée contre lui.

- 6 Ces deux cas de figures (la ville et la station spatiale) illustrent les deux démarches qu'identifie Olivier Soubeyran dans l'accession à cette souveraine indépendance vis-à-vis des milieux naturels, la première résidant dans la capacité à les « travailler » (à produire un territoire par remodelage du milieu), la seconde dans l'aptitude à les *ignorer*, c'est-à-dire non plus à façonner le milieu afin de lui « substituer un territoire », mais bien plutôt à « travailler au processus qui permet de nous *immuniser* [je souligne] contre le milieu, pour pouvoir agir en lui, mais sans lui, avec le minimum de perturbation » (Soubeyran, 2000 : 113-114). On voit ici que la seconde perspective peut procéder par radicalisation de la première. Dans le cas de la production d'espaces à destinée extraterrestre en effet, le processus d'immunisation contre le milieu réside dans la substitution radicale de ce dernier par un territoire : la *négation* du milieu tenant à la projection et à l'installation d'un espace préalablement produit⁷ et qui contient lui-même son propre milieu ; c'est alors une autonomie et une isolation⁸ totale (dans des conditions où la moindre « perturbation » extérieure peut être fatale) qui permet d'atteindre le plus haut degré d'immunisation contre le milieu d'implantation, et d'ainsi pouvoir agir en lui, mais *sans lui*.
- 7 Un *comble* de l'émancipation en effet, car ces architectures spatiales relèvent d'un double renversement : d'une « inversion de l'habitat » (dans le sens où il ne s'agit plus ici « de placer un édifice dans un environnement, mais d'installer un environnement dans l'édifice ») qui est aussi « renversement de l'environnement » (car au lieu d'être les « environnés » – et « le milieu l'environnant » – les hommes sont ici ceux « qui dessinent et aménagent eux-mêmes l'environnement dans lequel ils séjourneront plus tard » [Sloterdijk, 2005 : 292]). Peter Sloterdijk appelle « construction d'île » ce mode de production de l'espace qui consiste en l'élaboration de « mondes-maquettes » produits par la technique : des espaces qui reproduisent et exacerbent les caractéristiques insulaires et dont la station spatiale – qui répond le plus pleinement aux ressorts du modèle insulaire en tant que « monde en soi » (Arrault, 2004) – offre l'exemple le plus abouti, un spécimen emblématique de celles qu'il appelle les « îles absolues » (celles qui « poussent le plus loin l'explicitation du principe d'isolation » [Sloterdijk, 2005 : 299] et qui naissent, dit-il, par « radicalisation du principe de la création d'enclave » [*ibid.* : 281]). Projetée dans le vide cosmique où l'extérieur est strictement invivable (d'une hostilité radicale), sans recours possible à son milieu d'implantation, l'île absolue requiert une parfaite isolation et se doit d'inclure « un monde suffisamment complet » pour maintenir la vie et assurer son fonctionnement de manière autonome. Ce qui dans ce cas implique « le passage du cadre à la capsule » – *i.e.* : une isolation tridimensionnelle qui inclut la dimension atmosphérique et reproduit ainsi la spécificité climatique insulaire (*ibid.*) –, ainsi que l'incorporation d'un *life support system*⁹, c'est-à-dire qu'elle doit réunir les « conditions minimales de l'approvisionnement vital » grâce auxquelles « un monde de la vie humain peut être maintenu temporairement en état de marche » (*ibid.* : 293). Dans le néant cosmique, la construction d'île répond ainsi aux préceptes de ce que Sloterdijk appelle une

« architecture du vide », à l'aune de laquelle « ce qui maintient la vie est un implant intégral dans ce qui lui est hostile » (*ibid.* : 292).

- 8 Les enclaves pétrolières ne répondent bien sûr qu'imparfaitement au modèle de l'île absolue – laquelle est encore douée de mobilité et libérée de tout aménagement de son milieu d'accueil (le vide) à fin d'installation (deux qualités très relatives des enclaves, encore que les plates-formes *off shore* s'en approchent significativement¹⁰). Elles demeurent donc, selon la typologie de ces « îles produites par la technique » que propose Sloterdijk, des « îles artificielles relatives » (ou « îles atmosphériques », dont la position « n'est pas choisie dans le vide cosmique, mais à la surface de la terre ou de l'eau » [*ibid.* : 299]) : des îles dont le degré d'émancipation vis-à-vis du milieu d'implantation reste relatif et dont l'installation nécessite tout de même généralement une procédure, fusse-t-elle minimale, de remodelage de l'extériorité.
- 9 Appréhender les îles pétrolières à l'aune de ce modèle absolu n'en est pas moins utile pour mettre en lumière certaines de leurs dimensions. Ainsi se conforment-elles le plus souvent à un même principe architectural (l'implant intégral) et se présentent-elles également comme des mondes « suffisamment complets » pour être « maintenus temporairement en état de marche » ; elles sont encore intégralement projetées et installées depuis un extérieur qui les commande et avec lequel elles demeurent étroitement connectées (ce en quoi elles répondent au modèle aujourd'hui classique de l'« isolation connectée ») ; enfin, leur complétude et leur isolation relève d'un même mouvement d'émancipation, d'immunisation radicale contre leur milieu d'implantation : c'est en effet par l'installation d'un monde inclusif produit par la technique que se trouvent garanties l'autonomie et l'efficacité de l'action pour laquelle elles sont mandatées.
- 10 Ce caractère absolu des îles pétrolières se donne le plus clairement à voir dans les conditions terrestres désertiques – dans les océans, les déserts ou les franges des zones polaires –, là où l'hostilité des milieux à l'encontre de la vie humaine les rend comparables, toutes proportions gardées, à la situation cosmique.

Illustration 1a – L'« île de forage » (*drilling island*) du champ d'Endicott...

Source : BP p.l.c.

Illustration 1b - ...prise dans les glaces durant l'hiver (champ développé par British Petroleum en mer de Beaufort, Alaska)

Dans cette zone peu profonde de la mer de Beaufort, l'exploitation relève d'une double construction d'île : un « monde-maquette » isolé et autonome (et disposant de son propre *life support system*) est ici installé grâce à l'aménagement d'une presqu'île artificielle, reliée à la côte par un cordon routier. Si la construction d'une île de forage sur laquelle est installée l'unité de production relève d'un cas plutôt rare (rendu ici possible par la faible profondeur d'eau, une solution plus économique que l'installation d'une plate-forme, autre forme d'île artificielle qui s'exempte quant à elle d'un « remodelage de l'extériorité »), ce type d'agencement de « monde maquette » se retrouve en revanche dans la quasi-totalité des exploitations (l'autonomie et la complétude de l'enclave étant seulement rendues ici plus évidentes par son installation en milieu vide).

Source : BP p.l.c.

La capsule et le pétrologue

- 11 Outre l'immobilité et le moindre degré de sophistication de la structure, un écart important de l'enclave pétrolière au modèle de l'île absolue paraît ici tenir au non passage « du cadre à la capsule » : l'air (qui est souvent l'une des rares voire la seule ressource que les enclaves se dispensent d'importer) est tout de même respirable, ce qui les exemptent de l'« inclusion complète » (l'isolation atmosphérique) propre aux formes aérospatiales. Du reste, et de façon plus traditionnelle, l'enclave photographiée ci-dessus est d'abord circonscrite par un « cadre » (au lieu des « parois extérieures » propres aux capsules aérospatiales, qui les entourent « de tous côtés » [Sloterdijk, 2005 : 282]). Est ainsi reproduite la forme d'encadrement propre aux îles naturelles, laquelle résulte de « la rencontre de la terre et de la mer sur un ourlet côtier » (*ibid.*) – la côte étant là renforcée par des digues. Ce cas de figure est plutôt rare cependant, car dans les espaces vides, les exploitations ne sont généralement pas circonscrites (la forme classique de l'encadrement tenant à l'érection de clôtures et de contrôles d'accès – lesquels sont réservés à la prévention d'intrusions, ce qui suppose la présence d'êtres doués de mobilité à proximité de l'enclave). En laissant donc de côté la question du cadre (une structure optionnelle des enclaves, sur laquelle nous reviendrons ci-après), on voit que cette « île pétrolière » se présente bel et bien comme un agencement de différentes capsules qui, quoiqu'imparfaitement calfeutrées, n'en opèrent pas moins une inclusion complète (atmosphérique) qui autorise la régulation d'un climat spécifique : d'importants volumes d'air sont ainsi traités (conditionnés) à l'intérieur d'isolats (édifices de stockage ou d'opérations, containers aménagés en bureaux et logements, véhicules), afin de garantir des conditions satisfaisantes du point de vue

climatique (température, humidité) ou même, sous d'autres cieux, sanitaire (absence de moustiques dans les zones impaludées par exemple).

- 12 Du reste, les excursions hors des capsules qui composent l'enclave sont elles-mêmes souvent codifiées : quoique l'extérieur soit ici plus favorable à la vie humaine, il arrive qu'il présente tout de même un potentiel d'hostilité auquel répondent là encore des techniques d'immunisation contre le milieu. Outre de banales déclinaisons du vêtement (l'une des plus anciennes techniques humaines d'émancipation des milieux, dont la fonction de contrôle thermique autorise « l'adaptation à une large gamme de conditions climatiques » (Lebeau, 2005 : 63) – et dont la combinaison cosmonautique représente là encore un absolu), certains cas de figures sont plus symptomatiques. Ainsi du chantier piloté par Esso (Exxon Mobil) à Doba, dans le sud tchadien, où la principale hostilité du milieu naturel est identifiée dans son potentiel pathogène paludéen : à rebours des conditions climatiques extérieures, toute sortie hors des capsules climatisées est soumise à l'impératif de porter des vêtements longs, et ce afin de réduire la surface corporelle exposée aux piqures d'anophèles ; les surfaces non revêtues doivent être encore imprégnées d'une lotion anti-moustiques, et l'absorption d'un traitement préventif antipaludéen (vérifiée par des contrôles urinaires) complète la « combinaison » que doivent endosser les « pétronaves » avant de s'aventurer à l'air libre¹¹.
- 13 À l'heure où tant d'humains passent la majorité de leur temps dans des environnements confinés, où le vêtement est une seconde peau et où les villes poussent en plein désert, de telles remarques peuvent certes sembler triviales : c'est que les enclaves pétrolières ne font en cela qu'illustrer l'artificialisation croissante des mondes humains ; à l'instar des stations spatiales, elles ne sont jamais que des formes témoins, attestant de la sophistication des habitats artificiels élaborés par la technique. Pour ce qui nous intéresse ici, elles insistent surtout sur la complétude et l'isolation du monde de l'enclave ; sur la césure profonde qui s'instaure entre l'intérieur de ce « monde en soi » et l'extérieur *nié* que constitue son milieu hôte. Ce qui, en indiquant sa sophistication interne, souligne que, bien souvent, l'agencement de l'intérieur de l'enclave constitue un enjeu autrement plus déterminant que l'aménagement de son milieu d'implantation.
- 14 On peut l'illustrer brièvement en soulevant une autre dimension insulaire importante à laquelle l'enclave se trouve confrontée (et dont les implications sont particulièrement aiguës dans le cas des capsules aérospatiales) : la vie commune en espace restreint. Formulée variablement selon les effectifs, la fréquence des rotations et la composition ethnoculturelle du personnel, la question peut appeler des réponses relativement simples, visant essentiellement à gérer et/ou briser l'isolement (mais qui imposent tout de même aux employés des conditions de vie très normées). Elle peut aussi soulever des enjeux managériaux tout à fait conséquents, comme dans le cas de ces mégaprojets où peuvent cohabiter plusieurs milliers de personnes de quelques dizaines de nationalités différentes : dans ces configurations où « réaliser un chantier revient à construire et administrer une ville » et où « la vie [...] se déroule relativement en « vase clos » » (Beaud, 2011 : 26), l'inclusion des diverses fonctions de la vie quotidienne (lieux de restauration, de loisirs, de soins...), leur adaptation aux différences culturelles, religieuses, etc. (ce qui peut aider à « préserver des susceptibilités qui [pourraient] se muer en frustrations sociales » [*ibid.* 27]), ainsi que le choix de la disposition de ces différents lieux et des autres « sous-sites » (lieux de construction ou de stockage, centrales électriques, bases des divers sous-traitants, etc.) deviennent des enjeux

déterminants : « l'agencement intelligent du site et les mesures physiques [clôtures, points d'accès, zones sécurisées, etc.] complétées par des équipes mobiles » contribuant ainsi à « garantir la bonne cohésion du périmètre intérieur du site » (*ibid.* : 28).

Le cœur « encapsulé » de l'enclave

- 15 Dans la course aux qualificatifs qui servent à souligner l'isolement et l'autonomie (l'« enclavement ») aussi bien que la déconnexion (l'« extraterritorialité », le caractère « *off shore* ») des enclaves ou des fonctions qui s'y rattachent, on a pu dire des investissements pétroliers qu'ils étaient « encapsulés » (Campos, 2009 : 10). Le terme pourrait avantageusement s'employer ici afin de caractériser la dimension « absolutisante » de l'agencement spatial des enclaves ; dimension qui se retrouve dans la quasi-totalité des exploitations, qui constitue le « cœur » de l'enclave, et dont on pourrait dire qu'elle relève d'un processus d'*encapsulation* – *i.e.* : de l'installation d'une gamme de capsules fonctionnelles et confinées, plus ou moins amalgamées (dans le cas des plates-formes *off shore*) ou déroulées (sur les sites de production *on shore*), à l'intérieur desquelles règne un climat spécifique et dont les routines sont soutenues par un *life support system* autonome. Cet agencement encapsulé permet de reproduire un monde suffisamment complet pour être habitable et efficient quelles que soient les conditions extérieures ; un monde dont l'efficace tient pour beaucoup au degré d'autonomie et d'isolement qui l'affranchit des conditions du milieu externe. L'*architecture du vide* (l'implant intégral d'un monde inclusif) comme mode de production de l'espace représentant ainsi un pilier primordial de la capacité « ubiquitaire » de l'activité pétrolière.

Illustration 2a – L'« encapsulation », amalgamée et déroulée : la plate-forme Lunskeye-A, sur le champ de Sakhalin-2 (Russie, île de Sakhalin)

Source : Gazprom.

Illustration 2b - L'« encapsulation », amalgamée et déroulée : vue nocturne d'une plate-forme du champ de Rosa (Angola)

Source : TOTAL.

Illustration 2c – L'« encapsulation », amalgamée et déroulée : vue satellite partielle de la Punta Europa (île de Bioko, Guinée Équatoriale, 2004).

Centre de traitement du gaz et du condensat acheminé par gazoduc depuis le champ d'Alba, situé plus au large. On distingue les unités de traitement (au centre), de stockage (cylindres sur la gauche) et d'habitat (notamment signalés par deux piscines, au centre et à droite).

Source : GoogleEarth.

L'enclavement en milieu « plein »

- 16 Si les « îles pétrolières » se construisent et s'assurent de conditions d'efficacité de l'action par négation de leur milieu d'implantation, leur activité n'en est cependant pas moins dirigée vers lui. Or et depuis quelques temps, il n'est plus guère tenable qu'une action se déploie véritablement *sans* le milieu dans lequel elle s'inscrit, ou du moins sans considération pour lui. Même dans le cas des enclaves installées en milieux « vides », une préoccupation externe au moins tend ainsi à s'imposer : la gestion de l'impact environnemental de l'activité, l'un des tout premiers impératifs de la *doxa* extractive contemporaine.
- 17 La chose se complique cependant lorsque les installations sont projetées dans des milieux « pleins », peuplés et territorialisés, et spécialement lorsque ceux-ci relèvent de la catégorie que l'on pourrait dire des « milieux faibles », en écho à celles que la *Multilateral Investment Guarantee Agency* (MIGA, Groupe Banque Mondiale) appelle les « *weak governance zones* »¹². Ces milieux difficiles et particulièrement risqués sont d'ailleurs de ceux où la propension *ubiquitaire* de l'activité pétrolière peut rencontrer sa principale limite¹³ : des situations où « la gestion des risques devient trop compliquée » (propos de Jérôme Ferrier, directeur de la sécurité générale de Total, rapportés *in* CDSE 2011). Situation exceptionnelle cependant, car, la plupart du temps, le ratio rentabilité/risques encourus est rendu supportable par le déploiement d'un « tissu de mesures de protection » (un « tissu sécuritaire » [*ibid.*]) qui permet de s'affranchir du potentiel d'hostilité dont recèle le milieu hôte.
- 18 Là encore cependant, une approche strictement défensive de la sécurisation des enclaves (l'établissement d'un tissu sécuritaire qui ne ferait que garantir l'isolation des installations et le déploiement de l'action sans son milieu hôte) ne suffit plus. Les dommages entraînés par l'activité pétrolière en matière d'environnement et de développement – lesquels ont pu conduire à la déstabilisation de certaines zones de production (delta du Niger) et auxquels les compagnies ont d'abord opposé des postures plutôt défensives (sécuritaires et déresponsabilisantes) – ont montré l'enjeu que la gestion de leur champ relationnel immédiat pouvait représenter pour la sécurisation des exploitations ; ils ont aussi rendu la stricte *négation* du milieu hôte insupportable aux yeux des opinions publiques. À la fois « défensives » et « préventives », les procédures d'immunisation des exploitations ont ainsi évolué vers une plus grande intermédiation entre l'enclave et son milieu d'accueil : du seul registre du *sans*, elles glissent ainsi désormais en partie vers celui d'un *avec*. Celui-ci ne signifie pourtant pas que les pratiques cessent de se déployer *sans* ni même *contre* le milieu. En effet, les installations en milieu plein continuent de reposer sur une structure encapsulée (qui fonctionne *sans* le milieu) de même que le déploiement d'un « tissu sécuritaire » tend clairement à protéger l'enclave *contre* le potentiel d'hostilité ou de perturbation de son environnement immédiat ; surtout, on peut dire du registre de l'*avec* qu'il relève lui-même d'une « médecine préventive », laquelle se surajoute à l'immunisation strictement défensive du *sans* – qu'il relève en effet plutôt de la prescription de mesures « vaccinatoires » qui, par inclusion d'une « dose » de milieu d'accueil dans son champ d'action, fournissent des anticorps favorables à la sécurisation de l'enclave.
- 19 On peut illustrer ici quelques aspects et tendances de l'immunisation des enclaves en milieux pleins en se penchant sur le cas de chantiers déployés dans ce type

d'environnements risqués et situés dans des pays dits « en développement ». Cette double qualité, le plus souvent corrélée, permet de soulever à la fois les dimensions défensives et sécuritaires des procédures d'immunisation des exploitations (lesquelles participent alors d'un perfectionnement de leur isolation), ainsi que d'autres, plus interventionnistes et volontaires, qui participent quant à elles d'une plus grande implication de l'enclave dans son milieu d'accueil. Les premières tiennent essentiellement à l'érection de structures d'encadrement (systèmes de clôtures, contrôles d'accès) qui enserment le cœur encapsulé de l'enclave (et dont un pendant réside dans l'édiction de règles spécifiques encadrant les excursions hors du cadre de l'enclave¹⁴) ; les secondes illustrent un interventionnisme croissant des enclaves au sein de leur milieu d'accueil, et tiennent essentiellement à des mesures environnementales et socio-économiques : des pratiques dites de développement durable et/ou de RSE (Responsabilité Sociale des Entreprises) et qui s'inscrivent notamment dans ce qu'il est désormais convenu d'appeler le « contenu local » des projets.

- 20 Le développement de ces pratiques et le processus de dilatation qu'elles impliquent aux pourtours de l'exploitation invitent d'abord à regarder les structures encadrantes de l'enclave comme une frontière souple, une membrane à la perméabilité modulable et graduée, qui permet tout à la fois de réguler les circulations et d'établir un système de zonage : de délimiter des espaces soumis à des normes et à des régimes d'accessibilité différenciés ou qui sont éligibles à différentes mesures, telles des compensations ou des précautions environnementales. Ces pratiques, quoiqu'elles cherchent encore leurs marques et puissent être parfois source de complications, peuvent être rangées au nombre des procédures d'immunisation de l'activité, ne serait-ce que parce que le « souci » que manifestent les compagnies et la « responsabilité » qu'elles endossent à l'égard de leurs milieux d'implantation visent prioritairement à entretenir ce que les anglo-saxons appellent leur « *license to operate* » – expression qui recouvre autant le besoin de légitimité et d'acceptabilité que réclame la conduite de l'activité¹⁵ que, par extension, la nécessité corrélative de favoriser et d'entretenir « *a stable working environment* » (Frynas, 2009 : 189).
- 21 Au-delà de leur efficace « locale », ces pratiques soutenables et/ou responsables s'inscrivent aussi pleinement dans l'émergence d'une « technologie de l'éthique [qui] concourt à redéfinir la source de l'insécurité des approvisionnements pétroliers et miniers » (Vallée, 2011 : 133), les vertus de l'« éthique » étant perçues comme des conditions favorables à la stabilisation des zones de production. Plus largement encore, elles trouvent aussi écho dans l'émergence de ce capitalisme « vert » ou « culturel », à l'aune duquel l'activité intègre la résolution de ses propres contradictions (où « la chose même qui induit la nuisance doit déjà en être le remède » [Žižek, 2006 : 167]), ainsi que dans le principe du « *win-win* », selon lequel « marché et responsabilité sociale [...] peuvent être réunis pour un bénéfice mutuel » (Žižek, 2010 : 57-58). Si cette inclinaison « responsable » de l'activité extractive est clairement porteuse d'une atténuation de certains de ses effets négatifs, les embryons d'institutionnalisation de pratiques relevant du développement durable invitent à ne pas perdre de vue l'inévitable part d'instrumentalisation qui leur est réservée. L'encadrement éthique des pratiques visant à réguler des complications par elles-mêmes engendrées, la dimension *tragique* (Raffestin, 2001) de ce changement de paradigme mérite d'être soulignée.

De l'isolat à l'« *open wall* »

- 22 La dimension la plus courante du « gonflement » de l'enclave en milieu plein – et qui parfois s'avère suffisante, comme dans le cas de chantiers compacts, dont l'action n'a que peu d'incidences sur leur entour immédiat – réside dans la production d'une structure isolante supplémentaire, d'un *cadre* global qui enceint le cœur encapsulé de l'enclave et tient à l'érection de discontinuités spatiales (clôtures et contrôles d'accès). Chose rare dans les milieux non peuplés ou dans le cas des installations maritimes (encore que les sites de production *off shore* puissent être entourés d'un cadre virtuel : d'une « zone de sécurité » reportée sur les cartes marines et à l'intérieur desquelles la navigation est limitée voire interdite), l'encadrement des enclaves devient cependant quasi-automatique dans les espaces habités. Les discontinuités sont alors plus ou moins lâches ou rigoureuses selon les risques externes identifiés (qui peuvent aller du simple vol à la prise d'otage) et sont couramment redoublées de personnels de sécurité mobiles (privés ou militaires). Parfois sophistiquées, comme au Nigeria où elles peuvent être multipliées, parfois électrifiées et couplées de systèmes de vidéosurveillance, ces clôtures ne sont cependant jamais hermétiques. En dehors des procédures de ravitaillement des bases ou des rotations du personnel expatrié, des employés (et avec eux ce qu'ils transportent – ce qui transforme souvent les *check-points* à l'entrée des bases en véritables zones douanières où sont contrôlés passants et véhicules) traversent en effet quotidiennement les clôtures : tels ceux, logés sur la base, qui sont amenés à se déplacer sur d'autres sites d'opération, ou ceux, logés à l'extérieur (employés locaux ou nationaux¹⁶) qui viennent y travailler. Aussi le degré de fermeture de ces clôtures peut-il être déjà relativisé à l'image de ce que John Allen a pu dire des « communautés fermées » :

Even in closed, gated communities, boundaries are routinely crossed [...] and the supposed stark lines of difference are compromised daily by the service rhythms of domestic care, maintenance and security staff. 'Open walls' rather than 'enclosed worlds' is perhaps a more apt metaphorical redescription of such places. (Allen 2003 : 174, cité in Fall, 2007 : 23).

- 23 Ces « *open walls* » en effet, à l'image de toute frontière, fonctionnent moins comme des barrières hermétiques que comme des membranes à la porosité sélective : ce sont moins de stricts « dispositifs d'exclusion » que des « technologies d'inclusion différentielle » (Mezzadra & Neilson, 2008 : 9). Ils peuvent néanmoins, en cas de perturbation exceptionnelle, se durcir momentanément (les bases pouvant être barricadées en cas de manifestations ou d'événements violents). Ils peuvent être aussi multipliés et disposés de façon graduée, allant des plus ouverts aux plus fermés (d'une relative perméabilité aux pourtours des zones d'exploitation à une étanchéité prononcée autour des installations les plus sensibles), comme dans le cas de chantiers dont l'emprise étendue et sporadique vient s'encastrier dans des territoires habités (lesquels se trouvent alors inclus dans le périmètre d'action de l'enclave). Ainsi de la zone de production du projet Tchad-Cameroun, dont Géraud Magrin et Geert Van Vliet ont pu décrire l'ambivalence de l'« enveloppe », à la fois constituée d'une « gangue d'équipements et de mesures destinées à garantir son étanchéité », et traversée de flux, témoins des « liens tissés entre le corps greffé [l'enclave] et le tissu qui le reçoit », et qui en signalent la « porosité » (2005 : 97 ; cf. également Tulipe, 2004 : 69-70).

Illustration 3a - Vue satellite partielle de la zone de production du projet Tchad-Cameroun

La territorialisation de l'espace de production produit un archipel qui se superpose et s'enchevêtre à un territoire préexistant, rendu ici visible par l'alternance de plateformes de forage et de parcelles cultivées (on remarque aussi la piste d'atterrissage aménagée pour les besoins du chantier ainsi que les bases de « Komé 5 », où se trouvent notamment une centrale électrique et la première station de pompage qui rythme l'écoulement du brut dans le pipe-line).

Source : GoogleEarth.

Illustration 3b - Encadrement des bases

Les clôtures qui encadrent les bases sont ici peu denses, quoique tout de même surmontées de barbelés et secondées par un personnel mobile dédié à la sécurité des camps.

Source : CP.

Illustration 3c – Encadrement de la base de Miandoum

On distingue des containers aménagés, témoins du cœur « encapsulé » de l'enclave.

Source : M.B.

- 24 Des premières discontinuités relativement souples – barrières routières qui assurent un « accès semi-contrôlé » à l'entrée de la zone d'exploitation – à celles des bases dont l'accès est en revanche « strictement réservé » (Magrin & Van Vliet, 2005 : 98) – et jusqu'à l'intérieur de celles-ci, puisqu'elles sont elles-mêmes découpées en zones d'accessibilités différenciées¹⁷ dont le degré de fermeture est plus ou moins prononcé (les zones les mieux protégées sur les chantiers étant généralement les « installations sensibles, telles que ressources en eau, électricité, réseaux de communication » [Beaud, 2011 : 27]), un système d'encadrement gradué enveloppe ainsi les zones d'opération en assurant une régulation des circulations ainsi que des fonctions sécuritaires et normatives.
- 25 Car l'encadrement participe aussi de l'établissement d'un système de zonage, de la délimitation d'espaces dont le cadre annonce chaque fois qu'ils se trouvent soumis à leurs propres lois : dès l'entrée de la zone d'exploitation, un code de la route et des précautions environnementales propres au chantier entrent ainsi en vigueur, de même qu'à l'intérieur des camps, la consommation d'alcool est strictement interdite par exemple. Plus qu'une architecture strictement défensive, l'encadrement indique ainsi des régimes différentiels d'accessibilité et de normativité, lesquels participent de la régulation du champ relationnel qui naît entre les structures encapsulées de l'enclave et son entour immédiat : il signale la naissance d'un espace intermédiaire qui, à l'instar de tout entre-deux, sépare et relie tout à la fois ; un espace qui tend à gagner en importance au gré de l'interventionnisme croissant des enclaves au sein de leurs milieux d'accueil.

De la négation du milieu à l'« interventionnisme »

- 26 Ce champ relationnel de proximité tend en effet à se densifier depuis que les industriels de l'extraction se rangent au diapason du développement durable. À l'échelle de l'entour immédiat des enclaves, les pratiques qui en relèvent reposent sur deux piliers importants que sont la réduction de l'impact environnemental de l'activité et la gestion de ses implications socio-économiques (laquelle passe notamment par la provision d'un « contenu local »). Le projet Tchad-Cameroun, qui a déployé une multiplicité de mesures sophistiquées à l'échelle d'un projet colossal, fait à cet égard figure de paragon. Ces mesures étant suffisamment documentées et critiquées, une seule peut ici suffire (encore qu'elle puisse sembler zélée) à illustrer l'enrichissement de la gestion du champ relationnel immédiat de l'enclave : à l'intersection du « contenu local » (qui tient en partie à l'effort de création d'emplois locaux), de la gestion environnementale (ici étendue à la protection de la faune et de la flore, spécialement lorsque le chantier traverse des zones sensibles) ainsi que des structures encadrantes de l'enclave (contrôles d'accès) et du « management culturel », ont ainsi été mises en place sur la partie camerounaise du projet (chantier de construction du pipe-line d'évacuation du brut tchadien) des mesures « anti-viande de brousse » (*anti-bushmeat policy*), lesquelles ont pu donner lieu à des scènes relativement cocasses.

Illustration 4a – « Anti-Bushmeat Policy »: affiche

Publicisée par des affichages et des « campagnes d'éducation », l'interdiction de chasser, d'acheter, de posséder, de transporter et/ou de consommer de la viande de brousse est aussi vérifiée par des contrôles.

Source: ESSO & SPE.

Illustration 4b – « Anti-Bushmeat Policy »: contrôle

Inspection de véhicules du projet arrêtés à un « *bushmeat checkpoint* » (Moynihan *et al.*, 2004b : 11). On retrouve aussi sur cette image l'obligation, mentionnée plus haut, de porter des vêtements longs afin de parer au risque paludique.

Source : ESSO & SPE.

- 27 Certes, le zèle est ici en partie de circonstance (nous y reviendrons ci-après) et le projet Tchad-Cameroun reste un cas particulier, ni représentatif ni généralisable. Pour autant, s'y trouvent illustrés à la fois l'intérêt que peut représenter l'inclusion de préoccupations locales pour la sécurisation des exploitations, de même que les débuts d'institutionnalisation d'un encadrement « éthique » de l'activité.

Efficiences du local et complication éthique

- 28 De plus en plus, l'immunisation des enclaves se joue aussi avec leur environnement proche, cette relative inclusion de l'environnement participant aussi d'un déplacement des enjeux de la sécurité plus en amont. De façon très pragmatique par exemple, le recours à la main-d'œuvre locale peut s'avérer directement utile à la sécurisation des sites : ainsi de l'emploi de gardes de sûreté locaux, qui « connaissent bien l'environnement et contribuent à anticiper son évolution, notamment via leur perception des « signaux faibles » » (Beaud, 2011 : 28). De façon plus générale, les mesures de compensations¹⁸ – dont on peut dire qu'elles n'ont « pas peu [contribuées] à faire accepter l'intrusion pétrolière » dans le sud tchadien par exemple (Magrin & Van Vliet, 2005 : 91) –, de même que les efforts en matière d'approvisionnement local ou encore le souci de préservation de l'environnement au sein du périmètre d'exploitation concourent clairement à une meilleure acceptabilité des projets, elle-même gage d'une meilleure stabilité du milieu d'accueil et de son tissu social. En ce sens, le développement durable apparaît comme étant « étroitement lié à la sûreté », les « activités de développement durable » devenant notamment des outils permettant

d'établir un « bon relationnel avec les communautés locales », lequel est perçu comme un gage de sécurisation des installations et des personnels sur le long terme, permettant aussi à la compagnie d'être mieux informée des événements ou éventuelles « dérives » qui peuvent survenir au sein des communautés avoisinantes (selon les propos de Jérôme Ferrier, rapportés in CDSE, 2011)¹⁹. Peut être ainsi regardé dans cette perspective le fait qu'Exxon Mobil ait consenti à la mise en œuvre de mesures drastiques encadrant le projet Tchad-Cameroun (lequel fut développé dans l'ombre du proche « contre-modèle » nigérian) : on pouvait en effet prophétiser qu'à l'aune de l'arsenal de précautions déployées pour « envelopper » le projet, « *the consortium might look forward to being able to produce oil for 20 years without having its staff shot at or kidnapped* » (Arbogast, 2009 : 284).

- 29 Mais si en certains domaines, l'appui sur les ressources locales peut s'avérer directement efficace, l'intervention des entreprises dans leurs milieux d'implantation reste tout de même souvent problématique : on sait notamment les difficultés rencontrées par des mesures (compensations, programmes communautaires, etc.) qui permettent d'améliorer les conditions de vie globales des « *host communities* » (les communautés situées dans le périmètre d'action de l'entreprise), mais qui « ne parviennent pas à favoriser un développement intégré qui profite à tous », les pratiques de développement durable pouvant ainsi avoir pour effet involontaire de « renforcer les réseaux clientélistes » et de nourrir des inégalités et des conflits au sein même des communautés, ce qui peut alors contrevenir au but recherché en conduisant à une détérioration de la qualité du tissu social (selon les propos de Cécile Renouard au sujet de la situation nigériane, rapportés in CDSE, 2011).
- 30 Car les pratiques de développement durable, balbutiantes, cherchent encore leurs marques autant qu'elles sont déjà instrumentalisées. Elles sont aussi très inégalement plébiscitées parmi les acteurs des industries extractives, lesquels exploitent différemment, et souvent faiblement, leur potentiel stratégique et opérationnel. Par ailleurs, les entreprises peuvent être réticentes à engager des coûts dont l'intérêt n'est pas forcément perçu comme étant prioritaire et dont les résultats se mesurent souvent au « non événement », ce qui complique l'évaluation de leur bien-fondé²⁰. Enfin, une contradiction structurelle demeure, qui tient aux temporalités antagonistes de l'investissement et de la médiation locale (Magrin & Van Vliet, 2005).
- 31 Pour autant, l'émergence d'encadrements éthiques de l'activité extractive est bien à l'ordre du jour et, quoiqu'embryonnaires et confrontées à de nombreux blocages et difficultés, ces pratiques sont assurément promises à un bel avenir. En témoignent les efforts de certaines grandes compagnies en la matière, et notamment de celles qui sont parmi les plus exposées médiatiquement (car les pratiques de développement durable participent aussi et bien sûr désormais de l'image des entreprises) et qui disposent de conséquentes assises financières. En la matière, il ne faut toutefois pas perdre de vue le fait que ce changement de paradigme se trouve couplé aux stratégies de légitimation et de sécurisation des activités et, qu'au-delà, elles rencontrent les grandes politiques de sécurisation des approvisionnements énergétiques autant que l'opinion publique internationale.

Illustration 5a : Affiche publicitaire CHEVRON (2010)

La récente campagne publicitaire de Chevron « We Agree », dont le lancement fut immédiatement parasité par la mobilisation des organisations Yes Men, Rainforest Action Network et Amazon Watch, lesquelles la tournent en dérision sur un site internet dédié (<http://chevronthinkswerestupid.org>).

Source : CHEVRON.

Illustration 5b – Affiche publicitaire TOTAL (2008)

Si la campagne de Chevron peut à bon droit sembler maladroite (elle résonne comme un simple alignement, une adhésion tardive à ce qui est déjà de l'ordre de l'évidence et même de l'impératif), celle de Total est en revanche particulièrement pertinente dans la mesure où, à travers cette « communauté d'intérêts », la compagnie ne se présente plus dans une situation antagoniste avec la société mais, au contraire, comme étant pleinement intégrée à elle – ce en quoi elle répond à l'injonction stratégique formulée par Porter & Kramer (2005 : 92) : « *Companies must stop thinking in terms of "corporate social responsibility" and start thinking in terms of "corporate social integration"* ».

Source : TOTAL.

Pragmatiques de l'« intérêt commun »

- 32 L'un des temps forts de l'émergence d'un paradigme éthique dans les industries extractives fut la formulation, lors du sommet mondial sur le développement durable (en 2002), de « l'équation de Johannesburg », laquelle établissait « un lien très fort entre l'énergie, l'environnement et le développement économique » (Chevalier, 2004 : 399). Lancée par l'ancien premier ministre britannique Tony Blair à la même occasion, l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) participait également de la promotion d'une « gouvernance pétrolière éclairée » en même temps que d'une redéfinition des « cadres de la gestion légitime des matières premières » (Vircoulon, 2009 : 598-599). Prioritairement dirigé vers les pays en développement (au nom de la lutte contre la « malédiction des ressources »), ce nouveau paradigme et la quête d'outils pertinents censés le rendre opérant se sont peu à peu imposés dans le paysage institutionnel et associatif aussi bien qu'intellectuel, le secteur privé n'étant d'ailleurs pas en reste et contribuant activement – au travers notamment de plateformes d'échanges d'expériences, tel le *World Business Council for Sustainable Development* – à la définition des « bonnes pratiques » susceptibles de garantir notre « communauté d'intérêts » (pour reprendre le slogan de Total). Ces « intérêts »

comprenant aussi bien – à l’heure de « la prise de conscience croissante de l’unité du vivant et des dangers communs que nous affrontons tous » (Žižek, 2010 : 57) –, un développement durable et partagé, la fourniture d’énergie, la préservation de l’environnement ou encore, sur un registre plus stratégique, la sécurisation des approvisionnements de matières premières ou la stabilité des régions productrices.

- 33 À l’échelle des projets d’extraction, la traduction de ce paradigme passe par un revirement considérable de l’approche des entreprises, les projets les plus novateurs témoignant ainsi d’un élargissement, au-delà du cœur de métier de l’entreprise, de préoccupations et d’initiatives qui l’amènent à établir des liens avec d’autres acteurs et organisations. La politique pionnière d’Areva au Niger en témoigne, où un programme de dépistage et de thérapie du Sida a par exemple été mis en place en associant l’ONU, les ONG locales et le gouvernement nigérien – un élargissement de compétence qui a nécessité le recrutement de personnels venus du monde associatif (tel un ancien employé de *Care International* pour diriger ce nouveau secteur). À une autre échelle, Areva s’est aussi rapprochée de l’État français (du ministère des affaires étrangères) afin de réfléchir à l’élaboration d’un « paquet », lequel incluerait notamment, en sus du projet d’extraction lui-même, des pratiques de développement durable aussi bien que le refus de toute pratique corruptrice (cf. audition d’Anne Lauvergeon, présidente d’Areva, in Ministère de la Défense, 2008 : 295-296). Dans cette configuration, les grandes entreprises sont de plus en plus amenées (toujours selon les mots d’Anne Lauvergeon) à devenir des « organisateurs de compétences multiples, à passer du temps à Bruxelles ou dans les grands organismes, comme la Banque Mondiale. Le but final étant d’aider le pays en question [le pays hôte d’un projet] en termes de développement » (*ibid.* 296).
- 34 Le projet Tchad-Cameroun a pu être ainsi présenté : comme une « chance »²¹, une opportunité pour le développement. Sa mise en œuvre fut aussi le résultat d’un long travail de sensibilisation mené par Exxon Mobil auprès de la Banque Mondiale. Stephen Arbogast (2009) a ainsi avancé que les efforts consentis par Exxon en matière de développement durable ont permis d’emporter l’adhésion « émotionnelle » d’abord, la participation effective enfin de la Banque au projet – participation qui représentait une condition *per quam* et *sine qua non* de sa réalisation et qui, pour la compagnie pétrolière, représentait au moins trois avantages décisifs : outre l’implication du bras financier de l’institution internationale (la Société Financière Internationale, qui constituait l’indispensable « pivot » de la structure financière du projet) ainsi que l’engagement de deux prêteurs « dissuasifs » au cœur du montage financier (le Groupe Banque Mondiale et, dans son sillage, la Banque Européenne d’Investissement, leur concours étant vu comme un facteur de réduction du risque de révision des termes contractuels par les États hôtes), l’engagement de la Banque offrait encore une fonction d’« isolateur », non seulement financier (« *a structural financial buffer between the companies’ cash flow and the host government* » [*ibid.* : 291-292]) mais également moral, dans la mesure où la participation de la Banque sanctionnait la qualité du projet en même temps que l’institution engageait sa propre crédibilité en sus de celle du consortium, partageant et réduisant du même coup le risque de réputation (« *We’re staking our reputation on it* », disait un officiel de l’institution en 2002 [cité par Massey & May, 2005 : 255]).
- 35 Aussi l’exemple tchadien (qui devait constituer un modèle de « gouvernance pétrolière éclairée ») a-t-il d’abord illustré une certaine instrumentalisation d’un paradigme éthique ici clairement mâtiné de considérations autrement pragmatiques ; un mélange des genres dont émerge une forme d’« éthique de la sécurisation », laquelle sert aussi

bien la protection des exploitations que celle des investissements – autant que, derrière eux, elle appuie les politiques publiques soucieuses de la stabilité des marchés et de la continuité des approvisionnements énergétiques. Du point de vue du consortium et des pays (importateurs de pétrole) qui, disposant de la majorité des voix au conseil d'administration de la Banque, ont approuvé cette première expérience – de même que du point de vue des pays hôtes, pour lesquels elle représentait un moindre mal – la principale mission de la Banque fut couronnée de succès : le seul fait d'avoir rendu possible le projet confirme en effet la réussite de l'opération (quelles que soient les critiques dont elle peut faire l'objet par ailleurs). Cette réussite tient aux procédures d'encadrement du projet qui ont préparé le « confort » suffisant pour le déploiement d'investissements colossaux dans une zone à hauts risques (sans quoi le projet se heurtait ici à une « situation limite », où la gestion des risques devenait « trop compliquée »). En conformité avec les missions du groupe Banque Mondiale (au rang desquelles le soutien des investissements dans les pays en développement et une politique de « lutte contre la pauvreté » dont la fonction est essentiellement de favoriser la stabilité mondiale [Severino, 2000 : 76-77]), les « gouvernements-actionnaires-clients » (*ibid.*) de l'institution ont ainsi autorisé le déblocage des investissements en accord avec leurs propres intérêts – et alors que, par ailleurs, la principale préoccupation en regard du marché pétrolier réside moins dans la pénurie de pétrole (dont les stocks seront vraisemblablement au moins suffisants pour couvrir la demande au 21^e siècle) que dans les capacités d'investissements et les délais de mise en place des infrastructures nécessaires à la valorisation et à la commercialisation des réserves (Boussena *et al.*, 2006). Dans ce contexte, et passés les sévères remous provoqués au sein de l'institution par ce « mélange des genres »²², l'expérience sera certainement amenée à se répéter. Aussi et quoiqu'il soit trop peu nuancé – le projet Tchad-Cameroun constituant bien malgré tout un « modèle de management responsable » à plusieurs égards – le diagnostic formulé par Simon Massey et Roy May n'en indique pas moins ce qui est sans doute la véritable leçon de l'expérience tchadienne :

The Doba model is not a model for the responsible management of extractions projects in Africa and the developing world. Rather it is a template for the oil industry and host governments that marks out the minimal requirements necessary to secure the World Bank's approval for future projects (Massey et May, 2005: 274).

- 36 Du moins la participation de la Banque Mondiale au projet peut-elle être regardée comme un agent décisif de son immunisation. Arbogast (2009) reprend d'ailleurs dans son argumentaire le vocable de l'« isolation » que nous avons ci-avant mobilisé ; en signalant par exemple la qualité de « parapluie protecteur » (*safety umbrella*) de la Banque Mondiale, qui sécurise les investisseurs (279), et en insistant surtout sur les qualités « isolantes » (financièrement et politiquement [282, 291 & 292]) d'une action déployée *entre* l'État hôte et le projet d'extraction. Pour le redire alors dans les termes précédemment employés, on peut avancer que la participation de la Banque a ainsi favorisé l'affranchissement de l'action extractive vis-à-vis des conditions particulières du milieu, réduisant le risque de perturbation extérieure et participant de la sorte de l'isolation du projet au sein de son milieu d'accueil (et ainsi de son immunisation contre lui).

Conclusion

- 37 Cette dernière digression éthico-immunitaire, par trop évasive, signale au moins la multidimensionnalité des procédures d'immunisation des enclaves. Une multidimensionnalité que l'on pourrait aussi bien retrouver en se penchant sur les architectures juridico-institutionnelles, mentionnées en introduction, qui participent de l'encadrement des normes contractuelles entre compagnies et États hôtes : des contrats que les compagnies utilisent afin de se prémunir contre toute velléité souveraine de la part des États, et dont la fonction principale est admirablement résumée par un informateur d'Hannah Appel en Guinée Équatoriale : « *these contracts are set up to protect us from the vagaries of the environment ... That's what gives us the comfort to come here* » (Appel, 2009).
- 38 Parer aux aléas de l'environnement, voilà bien en effet ce qui motive le mode d'organisation du cœur encapsulé des enclaves, aussi bien que le déploiement des fonctions défensives ou volontaires qui en d'autres cas enflent autour de lui. On retrouve là aussi le « confort » : l'aisance, l'efficace et la confiance que procure à l'action son affranchissement des contraintes et des menaces externes qui toujours menacent de la perturber, de troubler son cours minutieusement calculé, rapporté aux sommes et enjeux des mouvements retours que l'on attend d'elle et dont ne dépend rien moins (et davantage) que la circulation motorisée, un certain rythme du monde ; peut-être même l'existence des États²³.

BIBLIOGRAPHIE

Allen J., 2003. *Lost geographies of power*. Oxford, Blackwell.

Appel H., 2009. Thinking Beyond the Resource Curse in Equatorial Guinea: The Offshore, State and Corporate Sovereignty, and the Contract. Communication présentée à la conférence internationale: *Between Three Continents: Rethinking Equatorial Guinea on the Fortieth Anniversary of its Independence from Spain*. New-York, Hofstra University (manuscrit transmis par l'auteur).

Arbogast S.V., 2009. Project Financing & Political Risk Mitigation: The Singular Case of the Chad-Cameroon Pipeline. *Texas Journal of Oil, Gas and Energy Law*, vol. 4, n° 2, p. 269-298.

Arrault J-B., 2004. Du toponyme au concept ? Usages et significations du terme *archipel* en géographie et dans les sciences sociales. *L'Espace Géographique*, n° 4 (tome 34), p. 315-328.

Beaud P., 2011. La sûreté des chantiers d'infrastructures pétrolières et gazières. *Sécurité & Stratégies*, n° 4, p. 23-30.

Bechtel, 2007. EG LNG : Fuel for the World. The Story of the Equatorial Guinea Project. Document vidéo. Production : Cephros & Bechtel. URL : <http://www.bechtel.com/video-eglng.html>

Boussena S., et al., 2006. *Le défi pétrolier. Questions actuelles du pétrole et du gaz*. Paris, Vuibert.

- Campos A., 2009. *Enclave production and national power : topographies of oil and rule in Equatorial Guinea*. European Conference on African Studies (III), Leipzig. URL : http://www.uni-leipzig.de/~ecas2009/index.php?option=com_docman&task=cat_view&gid=72&Itemid=24
- CDSE, 2011. *Mondialisation, virtualisation, externalisation : l'entreprise peut-elle encore avoir la maîtrise de sa sécurité ?* Synthèse du colloque annuel du Club des Directeurs de Sécurité des Entreprises.
- Chevalier J-M., 2004. *Les grandes batailles de l'énergie*. Paris, Gallimard (Folio actuel).
- Derrida J., 2004 [2003]. Auto-immunités, suicides réels et symboliques. Derrida, J. & Habermas J., *Le « concept » du 11 septembre. Dialogues à New York (octobre-décembre 2001) avec Giovanna Borradori*, Paris, Galilée, p. 133-196.
- Donner N., 2003. "Chad Development Project". *Approche d'un projet pétrolier à l'heure du développement durable. Le projet Exxon Mobil au Tchad*. Mémoire de maîtrise de géographie, IGA/Université Joseph Fourier, Grenoble.
- Duval M., 2007. *Méga usine, méga défi : l'usine de gaz naturel liquéfié*. Document vidéo (Production : UTLS/la suite). Canal-U/Université de tous les savoirs, conférence du 12/01/2007. URL: http://www.canal-u.tv/producteurs/universite_de_tous_les_savoirs/dossier_programmes/les_conferences_de_l_annee_2007/les_metiers_de_l_ingenierie_industrielle/mega_usine_mega_defi_l_usine_de_gaz_naturel_liquefie
- Fall J., 2007. Lost geographers : power games and the circulation of ideas within Francophone political geographies. *Progress in human geography*, vol. 31, n° 2, p. 195-216.
- Frynas J.G., 2009. Corporate social responsibility in the oil and gas sector. *Journal of World Energy Law & Business*, vol. 2, n° 3, p. 178-195.
- Kytle B., Ruggie J.G., 2005. Corporate Social Responsibility as Risk Management. CSR Initiative, Harvard Kennedy School of Government, Working Paper n° 10. URL: http://www.hks.harvard.edu/m-rcbg/CSRI/publications/workingpaper_10_kytle_ruggie.pdf
- Lebeau A., 2005. *L'engrenage de la technique*, Paris, Gallimard.
- Magrin G., Van Vliet G., 2005. Greffe pétrolière et dynamiques territoriales : L'exemple de l'on-shore tchadien. *Afrique contemporaine*, n° 216, p. 87-105.
- Maniruzzaman A.F.M., 2009. The Issue of Resource Nationalism: Risk Engineering and Dispute Management in the Oil and Gas Industry. *Texas Journal of Oil, Gas, and Energy Law*, vol. 5, n° 1, p. 79-108.
- Massey S., May R., 2005. Dallas to Doba: Oil and Chad, External Controls and Internal Politics. *Journal of Contemporary African Studies*, vol. 23, n° 2, p. 253-276.
- Mezzadra S., Neilson B., 2008. *Border as Method, or, the Multiplication of Labor*. European Institute for Progressive Cultural Policy. URL: <http://eipcp.net/transversal/0608/mezzadraneilson/en>
- MIGA., 2007. Political Risk in the Extractive Industries: Voluntary Tools for Risk Mitigation. *Perspectives*, janvier 2007. URL : <http://www.pri-center.com/documents/perspectivesmena.pdf>
- Ministère de la Défense (France), 2008. *Défense et sécurité nationale. Le livre blanc*. Tome 2 : Les débats. URL: http://www.livreblancdefenseetsecurite.gouv.fr/information/les_dossiers_actualites_19/livre_blanc_sur_defense_875/livre_blanc_1337/livre_blanc_1340/index.html
- Moynihan K.J., et al., 2004a. *Malaria Chemoprophylaxis Compliance Improvement: A New Approach*. Society of Petroleum Engineers (SPE), paper n° 86719. URL: http://www.esso.com/Chad-English/PA/Files/SPE_Paper_86719_MCCP.pdf

- Moynihan K.J., et al., 2004b. *Chad Export Project: Environmental Protection Measures*. Society of Petroleum Engineers (SPE), paper n° 86683. URL: http://www.esso.com/Chad-English/PA/Files/SPE_Paper_86683_EnvProtMeasures.pdf
- Noël P., 2000. La constitutionnalisation du régime juridique international des investissements pétroliers et la (re)construction du marché mondial. *Cahier de recherche de l'IEPE*, n° 20, Grenoble. URL : <http://webu2.upmf-grenoble.fr/iepe/textes/cahier20.pdf>
- Porter M. E., Kramer M. R. 2006. Strategy & Society. The Link Between Competitive Advantage and Corporate Social Responsibility. *Harvard Business Review*, décembre 2006.
- Raffestin C. 2001. Et si les discours de la géographie humaine n'étaient que l'histoire d'un exil ? In Benoist, J. & Merlini, F. (éd.), *Historicité et spatialité. Le problème de l'espace dans la pensée contemporaine*, Paris, Vrin, p. 187-202 [version remaniée de : Raffestin C., 1996. Le labyrinthe du monde. *Revue européenne des sciences sociales*, tome XXXIV, n° 104, p. 111-124].
- Raffestin C., 1982. Remarques sur les notions d'espace, de territoire et de territorialité. *Espaces et sociétés*, n° 41, p. 167-171.
- Severino J-M. 2000. Refonder l'aide au développement au XXI^e siècle. *Critique internationale*, n° 10, p. 75-99.
- Sloterdijk P., 2005. *Écumes (Sphères III)*. Paris, Hachette littératures.
- Soubeyran O., 2000. De la prise en compte du milieu à son évacuation dans la géographie médicale du début du XX^e siècle. In Berdoulay V. & Soubeyran O. (eds), *Milieu, colonisation et développement durable. Perspectives géographiques sur l'aménagement*. Paris, L'Harmattan, p. 101-115.
- Tebtebba Foundation, 2005. Extracting Promises : Indigenous Peoples, Extractive Industries and the World Bank. Tebtebba/Forest Peoples Programme.
- Tulipe S., 2003. Le bassin tchadien à l'épreuve de l'or noir : Réflexions sur la « nouvelle donne pétro-politique » en Afrique centrale. *Politique africaine*, n° 94, p. 59-81.
- Vallée O., 2011. *La police morale de l'anticorruption*. Paris, Karthala (les Afriques).
- Vircoulon Th., 2009. Matières premières, régulation internationale et États rentiers. *Études* n° 4105, p. 593-604.
- Wihbey P.M., 2009. *Le nouvel ordre du pétrole*. Genève, Academy & Finance.
- Žižek S., 2010. *Après la tragédie, la farce !* Paris, Flammarion.
- Žižek S., 2006 [2004]. *La subjectivité à venir*. Paris, Flammarion (Champs).

NOTES

1. La phrase fut originellement prononcée au meeting annuel de la Panhandle Producers and Royalty Owners Association (Amarillo, Texas), alors qu'un participant l'interrogeait quant au risque de voir la région de la mer Caspienne devenir aussi instable (volatile) que le golfe persique – ce à quoi M. Cheney répondit : « You've got to go where the oil is, I don't worry about it a lot. » (Amarillo Globe-News, 05/09/1998).
2. C'est là, du reste, le véritable enjeu de tout projet minier : non point seulement extraire la ressource (que faire d'une tonne de pétrole en plein Sahara algérien ?) mais la mettre en mouvement, l'enrôler dans un système de circulation.
3. Un « pétrole frontière » désigne un pétrole exploité dans des conditions économiques et techniques limites ; en considérant certains d'entre eux, tels les pétroles exploités dans les

profondeurs sous-marines, on peut identifier de véritables « fronts pétroliers », tel celui qui, dans les mers et les océans de la planète, avance progressivement de la plateforme continentale vers les grandes profondeurs.

4. J'emprunte ce terme, désignant les compagnies nées de fusions entre majors (Chevron & Texaco - Exxon & Mobil - Total, Fina & Elf) à Marc Duval (2007).

5. Equatorial Guinea Liquefied Natural Gaz (projet de liquéfaction de gaz naturel situé sur la Punta Europa, île de Bioko). Bechtel est une entreprise de construction étasunienne, associée sur ce projet à ConocoPhilips et Marathon (un trio qui était déjà à l'origine de la réalisation en Alaska (1960) de la première unité de liquéfaction de gaz basée sur le processus dit de « cascade optimisée » mis au point par ConocoPhilips).

6. Pour un aperçu des projets de l'Agence Spatiale Européenne en la matière, on peut se reporter au site Internet dédié au projet MELISSA (Micro-Ecological Life Support System Alternative) : <http://ecls.esa.int/ecls/>

7. Nulle confusion ici, dans l'emploi des termes de territoire et/ou d'espace produit : je souscris à l'interprétation de Claude Raffestin selon laquelle « lorsque Lefebvre parle de la production d'un espace, il pense en fait au territoire » (Raffestin, 1982 : 168).

8. Isolation ne voulant pas dire ici isolement.

9. Tel en médecine le life support (l'ensemble d'appareils qui permet de maintenir la vie d'un patient de façon artificielle), le life support system désigne l'ensemble de techniques autorisant le maintien de la vie des cosmonautes dans l'espace.

10. La plupart des installations off-shore sont en effet mobiles (par elles-mêmes (navires reconvertis) ou par remorquage) et ne nécessitent le plus souvent nul « remodelage » du milieu d'accueil.

11. Situation cocasse puisque dans cette perspective, les premiers hommes à avoir émigré hors des tropiques l'ont fait grâce aux vêtements qui leurs permettaient d'affronter le froid, ce en quoi ils peuvent être regardés comme les premiers cosmonautes. Ces régions tropicales originellement propices à l'homme sont depuis la colonisation et jusqu'à aujourd'hui regardées comme étant parmi les plus difficiles et les plus hostiles à la santé humaine et au déploiement de l'action. On peut se reporter à ce sujet aux documentations d'Esso sur le projet tchadien (plan de gestion environnementale) pour prendre la mesure des adaptations techniques, procédurales et managériales développées en regard des particularités de la zone tropicale. Pour les « politiques » mises en œuvre afin de contrer le risque paludéen, voir Moynihan *et al.* (2004a).

12. « Weak governance zones, where many extractive projects are located, represent some of the world's most difficult investment environments, often carrying significant political risks, such as violent conflicts. In addition to political risks, weak governance zones also pose significant issues relating to widespread solicitation, extortion, crime, abuses by security forces, forced labor and violations of the rule of law » (MIGA, 2007).

13. Outre les situations où l'amont pétrolier est purement et simplement fermé aux compagnies privées et réservé aux seules compagnies nationales.

14. Il n'est pas rare, par exemple, que les employés du secteur pétrolier circulent en voitures blindées dans le delta du Niger, de même que sur le projet tchadien, de multiples « directives de sécurité » encadrent scrupuleusement les excursions hors des bases (Donner, 2003). On ne reviendra cependant pas ici sur ce point, qui fait écho à ce que nous avons pu dire des excursions « pétro-nautiques » en dehors des « capsules » de l'enclave.

15. « The notion of license to operate derives from the fact that every company needs tacit or explicit permission from governments, communities, and numerous other stakeholders to do business » (Porter & Kramer, 2006 : 81).

16. Les employés « locaux » désignent des personnes habitant à proximité de la zone d'exploitation tandis que les « nationaux » désignent les employés de nationalité du pays hôte du projet.

17. Sur le projet tchadien, un système de badges individuellement attribués aux employés les crédite ainsi de « droits d'accès » spécifiques (selon leur fonction et leur statut) aux différentes zones qui sont délimitées à l'intérieur même des camps et entre lesquelles les circulations sont systématiquement contrôlées (Donner, 2003).

18. Versement de sommes d'argent et de biens en nature ou réalisation de projets communautaires en dédommagement de l'utilisation de terres pour les besoins du projet.

19. Munir Maniruzzaman (2009 : 105) – rappelant l'adage selon lequel « prevention is better than cure » et invitant les compagnies internationales à être proactives et à comprendre le milieu culturel dans lequel elles opèrent – souligne également l'importance des relations avec les « communautés locales » et, à travers elles, de la mise en place d'instruments « that would work like radar for early detection of grievances or dispute ». De même signale-t-il l'intérêt de l'emploi local en tant qu'outil de collecte d'information et de neutralisation des tensions (ibid. : 106). On retrouve ainsi également l'intérêt plus général que peuvent représenter les pratiques de RSE (à travers le management des relations avec les différentes parties-prenantes) et qui est de pouvoir constituer « an invaluable source of information about social risks » – « [a] form of business intelligence gathering » (Kytte & Ruggie, 2005 : 10 & 11) – pouvant être ainsi utilisées en tant qu'outils de management des différends ou des contestations.

20. Les préférences quantitatives des processus de management expliquent aussi la prédominance que les compagnies accordent aux enjeux environnementaux (lesquels sont plus facilement manipulables par des techniques qui ont besoin de segmenter l'information en composants quantifiables) plutôt qu'à des enjeux « sociaux » qu'une complexité relationnelle rend plus difficilement saisissables (Frynas, 2009 : 190). Ainsi : « A technical/managerial challenge such as carbon dioxide emissions can be reduced to 'metrics', 'indicators' or 'guidelines' and job performance can be quantified. [...] Technical/managerial approaches can successfully address environmental issues, but they are often insufficient in addressing complex social problems where soft skills, patience and inter-personal skills are much more important » (ibid.).

21. Selon le mot de Michel Rocard dont la tribune en faveur de la réalisation du projet tchadien, alors hautement controversé, était intitulée : « L'oléoduc Tchad-Cameroun : une chance pour l'Afrique », (publiée dans *Le Monde* du 30 mai 2000, elle peut être encore consultée sur le site Internet du projet (http://www.esso.com/Chad-English/PA/Newsroom/TD_Articles.asp).

22. Voir la violente polémique soulevée par Emil Salim, mandaté en tant que « eminent person » de la démarche entreprise par la Banque pour réfléchir à son futur rôle dans le secteur extractif au travers de l'Extractive Industries Review (EIR). Le « commentaire final » d'Emil Salim, publié en 2004 et intitulé « Business as usual with marginal change », avançait que si la Banque ne reconsidérerait pas profondément ses modes d'action, elle ne devrait pouvoir proclamer que son but est la promotion du développement durable et la réduction de la pauvreté dans le secteur des industries extractives : « As a leading global public development institution, the WBG needs to be able to stand its actions by its words. The citizens of the world deserve more than double speak » (cité in Massey & May, 2005 : 264-265). Désormais apparemment indisponible sur le site Internet de l'EIR – il est seulement annoncé dans la table des matières d'un document dont il est cependant absent – ce commentaire peut être consulté en annexe du rapport de la fondation Tebtebba (2005), reporté en bibliographie et accessible en ligne.

23. « Le pétrole est une ressource stratégique indispensable au fonctionnement des économies et des armées et à l'existence même des États » (A-V. Bordes, « préface » in Wihbey, 2009 : 9).

RÉSUMÉS

Cet article se propose de réfléchir aux modes d'installation des enclaves pétrolières en milieux difficiles ; il s'attache aux procédures qui visent à prémunir l'activité extractive du potentiel de perturbation et/ou d'hostilité dont recèlent ces milieux. Dans un premier temps, et en se penchant sur le cas d'enclaves installées dans des milieux naturels hostiles à la vie, on montre en quoi le mode d'organisation des espaces extractifs est un outil important de leur immunisation : il relève d'une « architecture du vide » (Sloterdijk) qui, par la production d'un espace inclusif et autonome, permet d'affranchir l'activité des conditions et contingences des milieux où elle se déploie. Dans un second temps, on s'intéresse aux enclaves dépêchées dans des milieux « pleins » (peuplés et territorialisés), où les procédures d'immunisation s'enrichissent de mécanismes défensifs (systèmes de clôtures) et interventionnistes (pratiques de développement durable). On discute enfin de l'émergence d'un paradigme éthique qui s'enchevêtre dans les stratégies visant à garantir la permanence des activités extractives.

This paper considers the ways of establishing oil enclaves in difficult environments and it focuses on procedures that aim to safeguard the extractive activity from external disturbance and/or hostility. First, in addressing the case of enclaves located in extreme environments (hostile to life), we show that the organization of enclaves is an important tool of their immunization: by producing an inclusive and autonomous space, an "architecture of vacuum" (Sloterdijk) allows to free the activity from the conditions and contingencies of the external environment. Secondly, we move to the case of enclaves established in environments that are inhabited and territorialized, where immunization procedures are enriched by defensive (fencing) and intrusive mechanisms (sustainable practices). Finally we discuss the emergence of an ethical paradigm that tangled in strategies that aim to ensure the continuity of extractive activities.

INDEX

Mots-clés : construction d'île, développement durable, enclave pétrolière

Keywords : island construction, oil enclave, sustainable development

Thèmes : Sur le Champ - Sur le Terrain

AUTEUR

NICOLAS DONNER

Nicolas Donner est doctorant en géographie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR Prodig.

Il a publié : *The Myth of the Oil Curse: Exploitation and Diversion in Equatorial Guinea*, *Afro-Hispanic Review*, vol.28, n°2, 2009. Nicolas.donner@yahoo.fr